

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 1^{er} avril 2025

Nos réf. : SAU/EC/MT n° 25-175

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

publié sur 

REMONDIS Electrorecycling SAS

Route de l'Ecluse
10800 SAINT-THIBAULT

Code AIOT : 0005703169

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 mars 2025 dans l'établissement REMONDIS Electrorecycling SAS implanté Route de l'Ecluse ZAC des Marots 10800 SAINT-THIBAULT.

Cette visite a eu lieu lors de l'incendie survenu le 6 mars 2025, dans le local du tableau général basse tension (TGBT). Elle visait à s'assurer que la perte d'utilité n'impactait pas les équipements de surveillance, de détection et de sécurité du site stockant des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMONDIS Electrorecycling SAS
- Route de l'Ecluse ZAC des Marots 10800 Saint-Thibault
- Code AIOT : 0005703169 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

L'entreprise REMONDIS exploite sur son site de SAINT-THIBAULT une installation de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques : petits appareils électroménagers et gros électroménagers froids.

Contexte de l'inspection : Accident

Thèmes de l'inspection : Risque incendie

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Dispositions constructives du local TGBT	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-C	Demande d'action corrective	1 Mois
4	Conformité électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A alinéa 3	Demande d'action corrective	4 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information de l'inspection des installations classées	Code de l'environnement du 06/03/2025, article R. 512-69 alinéa 1	
2	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 06/03/2025, article R. 512-69 alinéa 2	
5	Perte d'utilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Le retour d'expérience démontre, une fois encore, que l'exploitant est réactif et efficace dans la gestion des incendies qui se déclarent sur son site. Il a su protéger efficacement son bâtiment et la ligne de démantèlement des gros électroménagers froids de la propagation par des actions appropriées à l'aide des robinets d'incendie armés (RIA). Le site est actuellement à l'arrêt et les employés en chômage technique partiel dans l'attente du déplacement des installations haute tension en périphérie du site.

Avant de réinstaller les armoires électriques basse tension, l'exploitant devra vérifier que les dispositions constructives du local n'ont pas été impactées par les fortes températures, tout comme l'étanchéité des tuyauteries exposées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information de l'inspection des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/03/2025, article R. 512-69 alinéa 1

Thème(s) : Risques accidentels Incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Constats :

L'alerte a été transmise aux secours à 3 h 48. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de l'incendie à 4 h 39.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/03/2025, article R. 512-69 alinéa 2

Thème(s) : Risques accidentels Incendie

Prescription contrôlée :

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le rapport a été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 28 mars 2025. Toutefois, à ce jour, l'exploitant n'a pas encore réussi à identifier les causes profondes de cet incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lorsque celles-ci seront connues, l'exploitant en informera l'inspection des installations classées pour transmission au Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI).

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Dispositions constructives du local TGBT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-C

Thème(s) : Risques accidentels Incendie

Prescription contrôlée :

A l'exception de ceux intrinsèques aux équipements, les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur des locaux à risques, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés des locaux à risques par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

Constats :

Le local accueillant 2 des tableaux généraux basse tension (TGBT) et le tableau haute tension est constitué de murs en parpaings et d'une porte coupe-feu. Les murs et la porte ont résisté à l'incendie. Les fumées et les flammes ont toutefois progressé par les gaines et les chemins de câbles exposant à de hautes températures certaines tuyauteries de gaz, d'azote ou de liquide réfrigérant.

Par courriel du 27 mars 2025, l'exploitant a confirmé que les installations haute tension seraient déplacées par ENEDIS en limite de propriété dans ces prochaines semaines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Avant de réinstaller les armoires électriques basse tension dans ce local, l'exploitant devra vérifier que les caractéristiques techniques des murs et de la porte n'ont pas été impactées. De même, avant remise en fonctionnement, il devra veiller à l'étanchéité des tuyauteries exposées.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 4 : Conformité électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A alinéa 3

Thème(s) : Risques accidentels Incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

L'exploitant a fourni le rapport de maintenance préventive relative aux armoires électriques basse tension. Cette intervention a été réalisée le 1^{er} février 2025. Le rapport indique une absence de points chauds détectés par thermographie et une absence d'échauffement visible. Il liste les observations du technicien et les actions à prévoir : changement du bloc autonome d'éclairage de sécurité (BAES), remplacement des gants haute tension et des fusibles, filtre endommagé, ventilation faible. Mais il conclut que l'installation est fonctionnelle et qu'elle ne nécessite pas de prévoir une nouvelle intervention.

La vérification périodique a été effectuée le 1^{er} octobre 2024 en application de l'article R. 4226-16 du Code du Travail. Le rapport de référence N° 951T0/24/4272, dit rapport "quadriennal", a été établi le 8 octobre 2024. Il fait état d'aucune observation relative aux installations haute tension. Toutefois, il note 53 observations relatives aux installations basse tension. L'exploitant a levé 25 de ces observations, dont la résolution est attestée par un rapport établi par l'organisme vérificateur le 11 janvier 2025. Sur les 28 observations qui subsistent, 9 concernent la présence de poussières en quantité excessive, 8 des problèmes d'identification ou de repérage, 7 des éléments à refixer ou à remettre en place. Le reste concernait :

- un dispositif d'arrêt d'urgence à remplacer dans le coffret TD PC du bâtiment TCMS
- l'insuffisance de la protection contre les surintensités du 3^e disjoncteur GEWISS de l'armoire TD BOX GRILLE de l'atelier de maintenance
- l'insuffisance du pouvoir de coupure du surpresseur IC60L dans le TGBT2 (aujourd'hui hors d'usage)
- une poignée interrupteur à remplacer dans l'armoire Prébroyeur E0001 du hall 3.

Dans le rapport d'accident transmis par courriel du 27 mars 2025, l'exploitant indique que les points mis en exergue par ce rapport intermédiaire sont en cours de correction. Par courriel du 31 mars 2025, il s'engage à un retour à la conformité sous un délai de 4 mois.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 Mois

N° 5 : Perte d'utilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Risques accidentels Incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.

Constats :

Le Système de Sécurité Incendie (SSI), qui est l'ensemble des moyens mise en œuvre afin de détecter un incendie et d'informer l'exploitant, est équipé de batteries. L'inspection des installations classées a constaté que 2h après le sinistre, la perte du réseau électrique avait été effectivement palliée par le dispositif de secours. Le SSI confirmait que les détecteurs du local TGBT étaient en dérangement. Le serveur associé, chargé de transmettre les alarmes à l'exploitant, était également en fonctionnement.

La ligne de démantèlement des petits appareils électroménagers (PAM) était à l'arrêt depuis le 4 mars 2025 pour réfection. Le stockage de PEM a été vu. Les travaux réalisés suite à l'incendie du 6 janvier 2025 ont été réalisés : éloignement entre les alvéoles de stockage PAM et le auvent de stockage des gros électroménagers froids (GEM F), changement des légoblocs soumis aux effets thermiques, visibilité des repères visuels relatifs à la hauteur maximale de stockage, volumes stockés conformes à ces repères. 3 alvéoles stockent des PAM et les 4 autres sont vides.

Lors de l'incendie du local TGBT, la ligne de démantèlement des gros électroménagers froids (GEM F) était en fonctionnement. Elle s'est mise en sécurité automatiquement dès détection de l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre de la révision du POI en cours, l'exploitant y ajoutera des fiches réflexes quant à la mise en sécurité de chacune des lignes en cas de pertes d'utilités, notamment l'utilité électrique et celle liée à l'inertage à l'azote de la ligne GEM F. Il détaillera les actions à réaliser pour éviter tout risque de sur-accident (batteries sur la ligne PAM, confinement des gaz sur la ligne GEM F, ...). De plus, il précisera le temps d'autonomie des batteries de secours alimentant le SSI.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :